

Les comptes économiques de la Martinique en 2005

L'investissement, pilier de la croissance martiniquaise

Agnès Greliche, Claude Joeger, Service Régional de Guadeloupe, INSEE

En 2005, la croissance du produit intérieur brut régional de la Martinique a connu une accélération par rapport aux deux années précédentes, selon les premières estimations des comptes économiques rapides (cf. encadré page 4).

La hausse estimée est de 3,2% en volume, après 2,4% en 2004 comme en 2003. Elle se situe au-dessus de la croissance moyenne de la décennie qui est de 2,8%. Le PIB par habitant progresse de 2,4% n volume, compte tenu d'une croissance démographique estimée de 0,7% par an 2005 présente un profil très particulier puisque le bon résultat en termes de croissance est principalement dû à la poussée des investissements. Ils contribuent pour 3 points à l'augmentation du PIB.

L'investissement permet au secteur du bâtiment et des travaux publics d'améliorer encore ses résultats de 2004. La poursuite de la baisse du chômage, même si celui-ci reste élevé, confirme l'amélioration de la santé générale de l'économie. Les effets d'entraînement de l'investissement tardent cependant à se vérifier dans les secteurs marchands (à l'exception du BTP), puisque leur croissance n'est pas plus vive qu'en 2004.

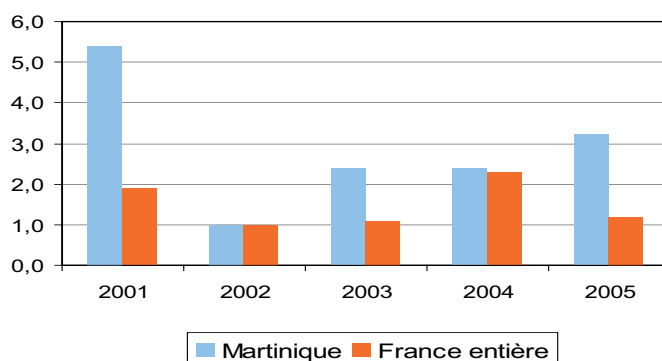
Le PIB et les opérations sur biens et services

En millions d'euros

	Évolutions en volume			Prix	
	2003	2004	2005	2005 /2004	Valeurs 2005
PIB	2,4%	2,4%	3,2%	2,8%	7 143
Dépense de consommation des ménages	7,2%	2,1%	0,9%	2,4%	4 703
FBCF	8,0%	11,3%	14,0%	1,6%	1 647
Importations de biens et services	4,9%	3,9%	6,0%	4,5%	2 328
Exportations de b.& s.	9,0%	-6,9%	1,4%	15,0%	699
- dont dépenses des touristes	-0,5%	4,4%	-0,1%	2,4%	271

Evolution du PIB en volume

En %

**La valeur ajoutée par grands secteur d'activité**

La valeur ajoutée totale progresse de 2,9% en volume (2,4% en 2004). Elle augmente un peu plus lentement que le PIB total qui comprend, en plus de la valeur ajoutée, les impôts nets des subventions. Cette progression est le fait d'évolutions contrastées selon les secteurs d'activité. Le secteur primaire poursuit sa baisse (-5,7% après -17,2% en 2004). L'industrie est en hausse de 1,4% (après +0,3% en 2004), la construction et les travaux publics de 11,9% (après +9,5% en 2004). De son côté, le secteur tertiaire progresse de 2,0% (+2,7% en 2004).

Les prix

Le prix du PIB augmente de 2,8% en 2005 après +2,4% en 2004 et +3,1% en 2003. De même, la hausse des prix des dépenses de consommation des ménages s'accélère (+2,4% après +2,0% en 2004).

Les salaires

La masse salariale progresse à un rythme plus faible qu'en 2004 : +2,8% en valeur contre +3,7%.

AVERTISSEMENT

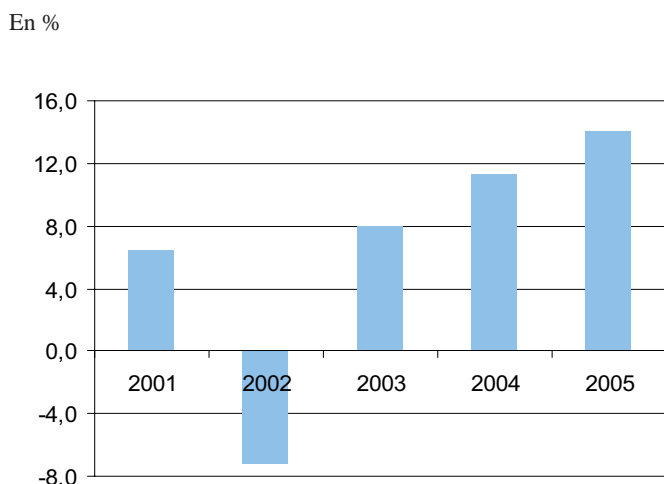
Cette publication de la série « Les Synthèses de CEROM » présente une estimation provisoire des principaux agrégats des comptes économiques 2004 et 2005 de la Martinique. Ces données seront ultérieurement révisées, notamment lors de la publication, sous la même forme, des comptes rapides 2005 et 2006 à la rentrée 2007.

Le taux de croissance en volume estimé à 3,2% en 2005, après 2,4% en 2004 et 2003, indique une accélération de l'activité économique de la Martinique. L'économie insulaire s'avère en décalage conjoncturel avec l'économie nationale, qui connaît un ralentissement de 2,3% à 1,2%.

Les investissements au plus haut

Le bon résultat affiché par l'économie martiniquaise s'explique essentiellement par une nouvelle poussée des investissements, encore plus marquée que les années précédentes. Au total l'investissement brut progresse de 14% en volume, après 11,3% en 2004 et 8% en 2003. Il est tiré par l'accélération des commandes dans le BTP. Il faut peut-être y voir l'effet d'une mobilisation accrue des fonds européens en fin de DOCUP, ainsi que la mise en place de la nouvelle loi d'orientation pour l'outre-mer (LOPOM).

Evolution de l'investissement en volume



L'investissement brut contribue pour 3 points à la hausse du PIB et le taux d'investissement (FBCF/PIB) continue de croître pour la troisième année consécutive. Avec 23,1% en 2005, il se situe depuis deux ans au-dessus de la moyenne nationale (19,7%). Dans le secteur productif, où l'investissement est approché par les importations de biens d'équipement, celles-ci continuent d'augmenter à un rythme soutenu, de 13% en volume. La poussée des investissements profite au secteur de la construction qui enregistre une croissance en terme de valeur ajoutée de 11,9% en volume, après +9,5% en 2004. C'est depuis trois ans le principal secteur porteur de l'économie martiniquaise, ainsi que le plus dynamique en termes de créations d'emplois. Selon l'URSSAF, les effectifs déclarés dans la construction ont progressé de plus de 9% en 2005. Pour leur part, les données du Consuel font apparaître une augmentation de 18% des logements neufs déclarés conformes. Mais ce résultat exceptionnel des investissements n'a pas joué en 2005 son rôle d'entraînement des autres secteurs d'activité qui affichent des résultats nettement plus limités.

Industrie et services plutôt ternes

Dans l'industrie, la SARA est confrontée à l'envolée des cours du pétrole qui pèse sur ses carnets de commandes. Le groupe pétrolier a dû réduire son activité au cours de l'année. Dans l'agro-alimentaire, la filière canne reste mal orientée :

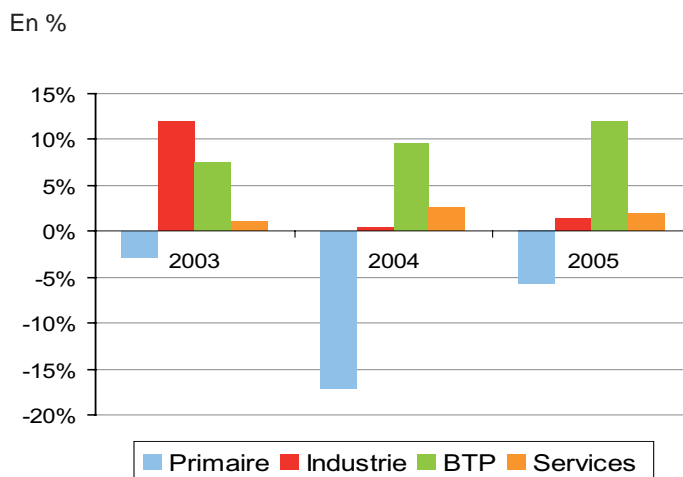
la production de rhum, dont la valeur représente 6 fois celle du sucre, a diminué de 3%. Celle du sucre s'est un peu reprise après la chute de 20% en 2004. Mais sur trois ans, la filière s'est fortement dégradée : la baisse cumulée du rhum est supérieure à 16% et celle du sucre à 18%. La filière ananas traverse une crise aiguë. La seule usine de transformation du produit connaît de graves problèmes financiers qui se répercutent en amont sur la production du fruit qui a baissé de près de moitié. Les autres industries alimentaires sont mieux orientées, en particulier les boissons et les produits laitiers.

Les autres industries, notamment celles des biens intermédiaires et d'équipement, n'ont pas bénéficié de l'effet d'entraînement du BTP, qui a fait largement appel à l'extérieur pour ses achats de biens de consommation intermédiaire. Au total, la croissance estimée de l'industrie est de 1,4% en volume, après +0,3% en 2004.

Les services ont évolué plus lentement que le PIB (+2,0%) principalement en raison des nouveaux dispositifs budgétaires en matière de personnel (+1,3%). Les services privés sont un peu mieux orientés, avec une croissance en volume de 2,4%, à peine supérieure à 2004 (+2,2%). Toutefois, les créations de sociétés restent nombreuses dans ce secteur, en particulier pour les services aux entreprises dont le nombre de créations augmente de 9,6%.

Le secteur touristique a été morose dans l'ensemble, avec une légère diminution du tourisme de séjour due à la baisse de fréquentation des plaisanciers. A l'inverse, le secteur a bénéficié d'une amélioration du taux de remplissage des hôtels. Au total, les dépenses des touristes sur le territoire martiniquais s'inscrivent en stagnation en volume (-0,1%), après une hausse de 4,4% en 2004.

Évolution de la valeur ajoutée par secteur



Les difficultés du secteur agricole persistent

Le secteur agricole confirme les résultats très décevants de 2004. La mise en place progressive de la réforme de l'organisation commune du marché de la banane (OCMB) a commencé à produire ses effets, avec une diminution volontaire des surfaces de 10,4%. Celle-ci s'est répercutée sur la production et les exportations qui diminuent de 9,3%.

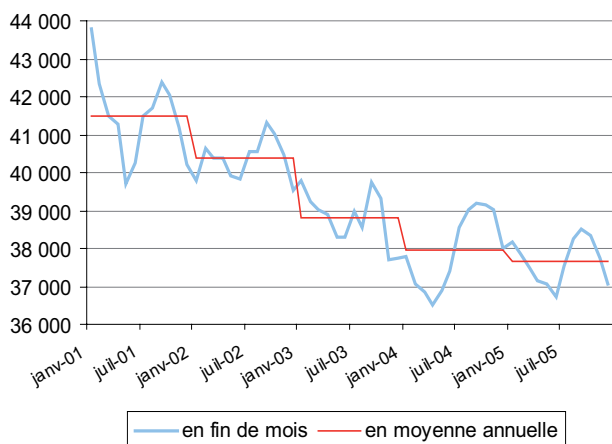
Heureusement, les prix sont en forte hausse. Le prix sortie-hangar augmente de 70 % et celui du prix moyen wagon-départ de 35 %. Cette hausse a toutefois été compensée par une baisse équivalente des aides compensatoires qui passent de 360 euros par tonne à 172 euros. En conséquence, le prix effectif versé au producteur a diminué d'un peu plus de 2%. Les autres cultures ont dû subir à nouveau les mauvaises conditions climatiques. La canne à sucre a vu ses rendements chuter de plus de 15%, et le tonnage de cannes manipulées a baissé de près de 10%. Dans la culture maraîchère (légumes et tubercules), après une année 2004 désastreuse où les surfaces cultivées ont chuté de près de 50 %, les résultats sont à nouveau en baisse. Dans l'élevage, le niveau d'abattage se stabilise autour de 100 tonnes par mois depuis 2003. La production locale de viandes est fortement concurrencée par les importations dont les prix sont en baisse. Seule la filière avicole se porte bien et commence à conquérir des parts du marché intérieur. Au total, le secteur primaire subit une baisse de sa valeur ajoutée pour la troisième année consécutive (-5,7% en volume en 2005 après -17,2% en 2004 et -2,9% en 2003).

L'emploi se redresse, mollement

Globalement, la croissance continue d'exercer des effets favorables sur l'emploi puisque le nombre d'emplois occupés a augmenté et le nombre de chômeurs a diminué. Toutefois ces évolutions restent encore marginales : le nombre d'actifs au travail a augmenté de 0,3% et le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE a diminué de 0,8% en moyenne annuelle, ce qui ne représente que 300 chômeurs de moins. Il faut peut-être aussi voir dans ce résultat limité l'effet des gains de productivité, dont la tendance estimée est de 1,3%¹ par an, ainsi que, plus conjoncturellement, les conséquences de la crise agricole.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi

En glissement annuel



Consommation atone des ménages

Le levier traditionnel de la croissance martiniquaise, la consommation des ménages, n'a pas bien fonctionné en

1 Dans les estimations de l'enquête emploi de l'Insee de juin 2005, le nombre d'actifs au travail est passé de 124 700 à 125 130 entre juin 2004 et juin 2005.

2005. Les ménages n'ont pas reproduit leur dynamique de 2003, qui avait vu leur consommation progresser de 7,2% en volume. En 2005 elle n'augmente que de l'ordre de 1%, après 2,1% en 2004, et ne contribue que pour 0,6 point à la croissance du PIB. Le principal obstacle à une consommation plus dynamique est la légère remontée des prix de détail en Martinique : l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4% en moyenne après +2,0% en 2004.

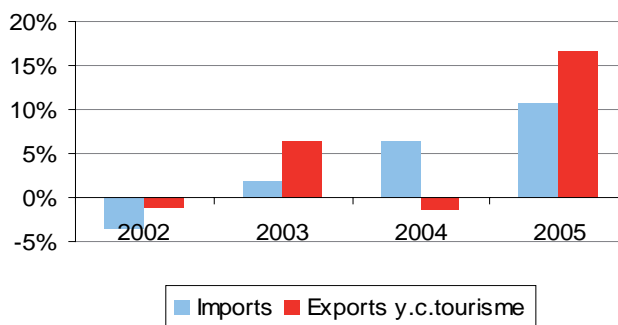
Mais la raison majeure de cette atonie est une progression plus limitée des revenus. Les conditions exceptionnelles de l'année 2003, qui a bénéficié de l'alignement final des prestations sociales sur la métropole, ne se reproduisent plus. Si les versements de la CAF ont augmenté de 4,8% en 2005, ceux des ASSEDIC ont diminué dans la même proportion. De plus, le pouvoir d'achat des salaires a connu une hausse modérée de l'ordre de 0,2%, même si le pouvoir d'achat du SMIC a gagné 3 points. Cette évolution s'explique en partie par une nouvelle année de rigueur salariale dans la fonction publique². Les revenus non salariaux tirés de l'activité progressent nettement (+10,1% en euros courants), sans doute du fait d'une amélioration des résultats des entreprises, à l'exception des entrepreneurs individuels (+3,5%), qui subissent pour certains la crise agricole. Ce sont ces bons niveaux qui expliquent pour partie la dynamique des investissements.

Commerce extérieur : d'importants effets prix

Les résultats du commerce extérieur se redressent, grâce à l'amélioration des termes de l'échange, due au poids des produits pétroliers et dans une moindre mesure de la banane dans les échanges martiniquais. Le taux de couverture (y compris tourisme) qui était retombé à 28,5% en 2004, dépasse légèrement son niveau de 2003 (30,0%). Cette amélioration est toutefois uniquement due à la conjugaison d'effets-prix de la banane et des produits pétroliers puisque les volumes traduisent une évolution plus défavorable : les exportations augmentent de 2,7% contre 6% de hausse des importations.

Évolution du commerce extérieur en valeur

En %



Au total, le résultat flatteur qu'affiche le PIB de la Martinique cache une année plutôt contrastée, puisque l'effort remarquable en matière d'investissement ne se diffuse pas véritablement dans l'ensemble des secteurs et ne profite pas à tous les agents.

2 Le point indiciaire progresse de 0,8 % après 0,5 % en 2004.

Compte d'exploitation des branches

En % et millions d'euros

	Évolutions en volume			Prix	Valeurs	
				2005/2004	(en millions d'euros)	
	2003	2004	2005		2004	2005
Production	3,7	2,1	2,7	2,7	11 117	11 730
Consommations intermédiaires	6,0	1,8	2,4	3,2	4 814	5 116
Valeur ajoutée, dont :	1,9	2,4	2,9	2,3	6 303	6 614
- Secteur primaire	-2,9	-17,2	-5,7	-0,6	198	185
- Industrie	12,0	0,3	1,4	11,5	479	542
- Construction	7,5	9,5	11,9	2,2	560	640
- Services dont :	1,0	2,7	2,0	1,6	5 319	5 509
- Services privés	5,5	2,2	2,4	2,2	3 162	3 312
- Services administrés	-5,7	3,3	1,3	0,6	2 156	2 196
Masse salariale	0,7	1,1	0,2	2,6	3 936	4 073
Évolutions en valeur :						
Excédent brut d'exploitation	8,5	10,7	7,5	-	2 198	2 363
Revenu disponible brut des ménages	5,9	4,6	3,2	-	5 269	5 436

EN SAVOIR PLUS ...

... sur les notions de valeur, de prix et de volume

Valeur : Les valeurs s'expriment dans une unité monétaire commune et les valeurs de produits différents sont additives. Dans les comptes économiques, les valeurs sont exprimées en euros courants ou en millions d'euros. L'évolution en valeur peut parfois être décomposée en une évolution du prix et une évolution en volume.

Prix : Le prix d'un bien ou d'un service se définit par la valeur d'une unité de ce bien ou de ce service. Il varie directement en fonction de la taille de l'unité de quantité choisie et il varie aussi dans le temps. Les prix de biens ou de services différents ne sont pas additifs. Une moyenne des prix de biens ou de services non homogènes n'a aucune signification économique, et elle ne peut pas être utilisée pour mesurer les variations de prix dans le temps.

Volume : L'évolution en volume d'une grandeur mesure l'augmentation ou la diminution de la valeur de cette grandeur dans le cas où les prix resteraient inchangés d'une année à l'autre. L'expression « augmentation de volume » est employée de préférence à l'expression « augmentation de quantité ». En effet, les quantités de deux produits distincts ne sont pas additives. En outre, l'évolution en volume retrace non seulement l'évolution des quantités mais aussi l'évolution de la qualité. Par exemple, l'importation d'ordinateurs plus performants se traduit sur le plan comptable par une augmentation du volume d'ordinateurs importés même si leur nombre est identique d'une année à l'autre.

Pour en savoir plus

« Les comptes économiques des DOM », consultables sur <http://www.insee.fr/martinique>

« La Martinique en 2005 », rapport annuel de l'IEDOM – juin 2006

« L'année économique et sociale 2005 », Antiane-Eco n°66, Insee – septembre 2006

Les publications CEROM

Guadeloupe : « Une économie en déficit ... d'image » – juin 2004

Réunion : « Une double transition presque réussie » – octobre 2004

Martinique : « L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? » – juin 2005

Réunion : « Émergence de nouveaux moteurs de croissance » - novembre 2005

Nouvelle-Calédonie : « L'économie calédonienne en mouvement » - décembre 2005

Les comptes économiques rapides pour l'outre-mer (CEROM) sont le fruit d'une collaboration entre l'Agence Française de Développement (AFD), les Instituts d'émission outre-mer (IEDOM et IEOM), l'Insee et les instituts statistiques des TOM. Ils visent à mettre à la disposition du public une estimation des principaux agrégats économiques pour l'année précédente. Ces comptes rapides sont issus d'une modélisation ayant pour base les comptes économiques définitifs produits par l'Insee. Les informations économiques disponibles pour l'élaboration de ces comptes rapides sont parcellaires. Les résultats calculés par le modèle pour une année donnée seront révisés lors des versions successives. Par exemple, l'année 2005, publiée pour la première fois en septembre 2006 sera révisée en septembre 2007 à l'occasion de la publication des comptes provisoires de 2006, puis en avril 2008 lors de l'élaboration du compte définitif 2005. La mise en place de comptes rapides dans les départements d'outre-mer ne remet pas en cause l'élaboration des comptes définitifs par l'Insee mais vient la compléter.